

Règlement de consultation

RENOVATION DE L'ESPACE CULTUREL



Site : ESPACE CULTUREL
Rue du Général de Gaulle
56500 REGUINY

Maitre d'Ouvrage :

Mairie de REGUINY
3, rue du Général de Gaulle
56500 REGUINY



00.DCE

B.E.T. Pluridisciplinaire



B3E – Ingénieurs Conseils

DIAGNOSTIC – MAITRISE D'OEUVRE – ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
VRD – AMENAGEMENT – TCE – RESEAUX SECS ET FLUIDES
ASSAINISSEMENT – EAU POTABLE – HYDRAULIQUE
50, Rue du Président Sadate – 29000 QUIMPER
☎ 02.98.74.39.24 – @ contact.bretagne@b3e-bet.fr

Date limite de remise des offres :

Le jeudi 11 septembre 2025 à 16h00

SOMMAIRE

1	ARTICLE 1 : OBJET ET ETANDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1	Objet de la consultation	4
1.2	Etendue de la consultation	4
1.3	Décomposition de la consultation	4
1.4	Conditions de participation des concurrents	4
1.5	Nomenclature communautaire	4
2	ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1	Durée du marché - Délais d'exécution	5
2.2	Variantes et Options	5
2.2.1	Variantes	5
2.2.2	Options	5
2.2.3	Délai de validité des offres	5
2.2.4	Mode de règlement du marché et modalités de financement	5
2.3	Négociation	5
2.4	Visites sur sites et/ou consultations sur place	6
3	ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS	6
3.1	Maîtrise d'œuvre de conception	6
4	ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
5	ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1	Documents à produire	7
5.2	Variantes	9
6	ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	9
6.1	Analyse des offres	9
6.2	Suite à donner à la consultation	11
6.3	Analyse des candidatures	11
6.4	Attribution des marchés	11

7	ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
7.1	Transmission électronique	12
8	ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
8.1	Demande de renseignements	13
8.2	Documents complémentaires	13
9	ARTICLE 9 : RECOURS CONTENTIEUX	14

1 ARTICLE 1 : OBJET ET ETANDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le projet prévoit la [réhabilitation énergétique de l'espace culturel](#), pour le compte de la Mairie.

1.2 Etendue de la consultation

La procédure de la consultation est une Procédure Adaptée en application de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.3 Décomposition de la consultation

Par application des articles L.2113-10 et R.2113-1, le pouvoir adjudicateur décide d'allotir les travaux en [4 lots](#). Les travaux seront traités au forfait, avec révision.

Lot N°00.	PRESCRIPTIONS COMMUNES
Lot N°01.	DESAMIANPAGE / DECONSTRUCTION
Lot N°02.	COUVERTURE / CHARPENTE METALLIQUE
Lot N°03.	FAUX PLAFONDS / ISOLATION
Lot N°04.	ELECTRICITE CFO-cfa

1.4 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € T.T.C. Le candidat transmettra alors à l'appui de son offre les documents utiles et nécessaires ainsi qu'un formulaire ATTR12 dûment renseigné.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

1.5 Nomenclature communautaire

45000000-7 : Travaux de construction,

45100000-8 : Travaux de préparation de chantier,

45262660-5 : Travaux de désamiantage,

45260000-7 : Travaux de couverture et travaux d'autres corps de métier spécialisés,

45261000-4 : Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes,

45261210-9 : Travaux de couverture,

45261213-0 : Travaux de couverture métallique,
45261410-1 : Travaux d'isolation de toiture
45421146-9 : Mise en place de plafonds suspendus.

2 ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Durée du marché - Délais d'exécution

L'entreprise joindra un planning prévisionnel signé dans son offre qui sera validé par un OS ou lors de la notification du marché.

2.2 Variantes et Options

2.2.1 Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base). Mais ils peuvent également présenter, par application de l'article R.2151-8 2° du Code de la Commande Publique (CCP), une offre comportant des variantes respectant les exigences minimales visées par les dispositions du cahier des charges et de ses éventuelles pièces annexes. 1 variante autorisée au maximum.

2.2.2 Options

Sans objet.

2.2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.
Date limite de réception des offres le 11 septembre 2025 à 16 h

2.2.4 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Les factures des entrepreneurs seront déposées sur le portail CHORUS Pro. Elles seront traitées conformément aux prescriptions techniques du portail et du CCAG-Travaux en vigueur.

2.3 Négociation

Le pouvoir adjudicateur engagera une négociation avec les candidats.

Le cas échéant, les négociations pourront porter sur tout élément de l'offre. Cette phase de négociation se déroulera par mail ou audition en mairie. Les candidats sont invités à préciser dans leur acte d'engagement l'adresse mail à utiliser en cas d'échange notamment au cours de la phase de négociation.

Indépendamment des éventuelles négociations, le pouvoir adjudicateur pourra demander de simples précisions.

2.4 Visites sur sites et/ou consultations sur place

L'entreprise réalisera une visite du site préalable obligatoirement avant remise de son offre.

L'entreprise prendra contact avec les services de la mairie de Régigny pour réaliser les visites.

Les conditions de visite sont les suivantes :

- Visite réalisée par M. Jean-Michel LETELLIER, adjoint aux travaux (joignable par courriel à l'adresse jm.letellier@reguiny.bzh)
- Rendez-vous possible en matinée
- Lieu de rendez-vous : Mairie de Régigny
- Présence à confirmer impérativement et préalablement par courriel au plus tard 2 jours avant la visite.

3 ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS

3.1 Maîtrise d'œuvre de conception

La maîtrise d'œuvre de conception est assurée par :

B3e

50 rue du Président Sadate

29000 QUIMPER

Tel : 02 98 74 39 24 / fax : 02 98 74 30 56 / contact.bretagne@b3e-bet.fr

4 ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- ✓ Acte d'Engagement,
- ✓ Règlement de Consultation,
- ✓ Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- ✓ Cahier des Clauses Techniques Communes,
- ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- ✓ Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- ✓ Plans de principes PRO-DCE,
- ✓ Annexes : Repérage avant travaux amiante – AC environnement.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible sur le site suivant : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

La commune de REGUINY ne remet pas de DCE en format papier, impose le dépôt dématérialisé des candidatures et des offres, et propose les échanges électroniques au travers de son profil d'acheteur, ou via l'adresse mail de la commune.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

5 ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euros.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiées conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pour les pièces concernant la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-après :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-11 et s. du CCP :

- ✓ Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- ✓ Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article suscité ;
- ✓ Renseignements sur le respect et l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1, L. 5212-5 et L. 5212-9 du Code du travail concernant les travailleurs handicapés.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-11 et s. du CCP :

- ✓ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- ✓ Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-11 et s. du CCP :

- ✓ Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de **10 jours**.

Un projet de marché comprenant :

- ✓ L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint réputé accepté sans aucune modification ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) : cahier ci-joint réputé accepté sans aucune modification ;
- ✓ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) renseignée, datée et signée ;
- ✓ Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant.

Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise et sera **une pièce contractuelle du présent marché** ;

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5.2 Variantes

Les candidats présenteront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des clauses techniques particulières.

6 ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Conformément à l'article R2161-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

6.1 Analyse des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles l'article L2152-1 et suivants du CCP et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères qui seront pris en compte, lors de l'attribution du marché, sont, par ordre de priorité :

N°	Critères	Pondération
1	- prix des prestations	50 %
2	- valeur technique : <i>Moyens humains et matériels affectés au chantier – 15 pts</i> <i>Méthodologie d'intervention et d'exécution des travaux – 15 pts</i> <i>Planning détaillé des tâches – 10 pts</i> <i>Mesures prises pour assurer la gestion des déchets et la protection de l'environnement – 10 pts</i>	50 %

la méthode de notation ci-après décrite :

1 – Prix des prestations (N prix)

Le prix (montant de l'offre) est [noté sur 50](#).

La note 50 est attribuée à l'offre moins-disante conforme.

Les autres offres sont notées suivant la formule suivante :

$$n = \frac{50 \text{ MD}}{\text{PO}}$$

PO

dans laquelle

MD = montant de l'offre moins-disante

PO = montant de l'offre de l'entreprise considérée

[2 – Valeur technique \(N tech\)](#) de l'offre appréciée au vu des documents et informations transmis par le candidat : mémoire justificatif et ses pièces jointes : [note sur 50 points](#).

Les sous-critères pris en compte dans la notation seront :

- ✓ Moyens humains et matériels affectés au chantier : [note sur 15 points](#),
- ✓ Méthodologie d'intervention et d'exécution des travaux : [note sur 15 points](#),
- ✓ Planning détaillé des tâches : [note sur 10 points](#),
- ✓ Mesures prises pour assurer la gestion des déchets et la protection de l'environnement : [note sur 10 points](#),

Chaque sous-critère sera apprécié de manière globale, par application de la pondération suivante : 100% = très bien, 80% = bien, 60% = moyen, 40% = médiocre, 20% = très mauvais, 0% = non fourni,

Note globale (N) :

L'ensemble de la valeur de l'offre sera défini en effectuant la somme pondérée suivante entre la note correspondant au critère de la valeur technique et celle correspondant au critère du prix des prestations.

$$N = N_{\text{prix}} + N_{\text{tech}}$$

IMPORTANT : En cas d'égalité de classement de plusieurs offres, le critère portant sur la valeur de prix des prestations sera déterminant et privilégié pour le classement final.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si l'opérateur économique concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète pourra être immédiatement écartée.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-3 et suivants du CCP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra pas être supérieur à 10 jours.

6.2 Suite à donner à la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une éventuelle négociation sur la partie technique et/ou financière.

6.3 Analyse des candidatures

En application des articles R2144-1 et suivants du CCP, seules les pièces du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché seront vérifiées ainsi que du second au classement final.

L'insuffisance de capacité ou l'absence de compléments dans le délai imparti entraîne le rejet de la candidature et le choix de l'offre classée immédiatement après celle écartée, sous réserve de la mise en œuvre de la même procédure de vérification.

6.4 Attribution des marchés

Pour chaque lot, l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire, après vérification de la candidature et production des certificats et attestations de l'article R2143-6 et suivants du CCP. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7 ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Le pouvoir adjudicateur rappelle que seule la transmission des plis par voie électronique est autorisée depuis le 1^{er} Octobre 2018.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 Transmission électronique

Les candidats peuvent transmettre leurs documents par voie électronique sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh/>

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

8 ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite à :

Renseignement(s) administratif(s) :

COMMUNE DE REGUINY

3, Rue du Général de Gaulle

56500 RÉGUINY

Renseignement(s) technique(s) :

B3e

50, rue du Président Sadate

29000 QUIMPER

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh/>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les dix jours qui suivent la réception de leur demande.

9 ARTICLE 9 : RECOURS CONTENTIEUX

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes
3, Contour de la Motte – CS 44416
35044 RENNES cedex
Tél. : 02 23 21 28 28
Fax : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Grefe du Tribunal Administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte – CS 44416
35044 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28
Fax : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet : <http://ta-rennes.juradm.fr/>

Voie de règlement amiable :

Comité consultation interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Immeuble Skyline
22 Mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES cedex1
Tél. : 06 60 48 98 89
Courriel : dreets-pdl.cciraa@dreets.gouv.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont :

- le recours gracieux pouvant être exercé auprès de la Commune de Saint-Yvi ;
- le référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;

- le référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA ;
- le recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivants la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.